

## ALORS QUE LA VIOLENCE SE POURSUIT DEPUIS 9 MOIS À GHARDAÏA

## «Les pourparlers au stade du replâtrage»

**Le mouvement associatif des Mozabites revient à la charge avec un communiqué commun : «La violence se poursuit depuis 9 mois dans la région de Ghardaïa et les pourparlers répétitifs engagés par les autorités restent au stade du replâtrage».**

**Mehdi Mehenni - Alger (Le Soir)** - Le Comité de coordination et de suivi des Mozabites ainsi que le Comité des notables de Ksar-Mlika exigent des pouvoirs publics des solutions réelles et durables au conflit intercommunautaire qui bouleverse continuellement la région de Ghardaïa.

Si la violence n'a point trouvé de répit et que les pourparlers n'ont pas abouti, les signataires du communiqué estiment que «les autorités ne s'adressent pas aux personnes réellement représentatives de la société civile».

Ainsi, les deux comités qui relèvent une gestion catastrophique du conflit par les pouvoirs publics, dénoncent aussi une «campagne de désinformation qui présente les choses sous une autre réalité». Un état de fait qui peut s'avérer dangereux, au péril d'aggraver la situation, puisque insistent-ils, la crise sécuritaire persiste et les deux communautés ne sont arrivées à aucun accord, comme le prétendent les pouvoirs publics.

Ainsi, le communiqué en question, qui énumère un certain nombre de revendications, met en

avant la nécessité «d'appliquer la loi dans toute sa rigueur à l'encontre des agresseurs, les semeurs de trouble et les complices à tous les niveaux».

Il considère aussi qu'il est hors de question que la solution du règlement du conflit passe par la fermeture du dossier et l'amnistie générale. «Ceux qui ont fauté doivent payer, et l'enquête doit remonter très loin pour couper le mal à la racine», est-il souligné.

Enfin, ils rappellent que la communauté mozabite tient toujours à la plateforme de revendications remise au wali de Ghardaïa, le 6 juillet dernier, à l'occasion du rassemblement mozabite devant le siège de la wilaya.

M. M.



Photo : Samir Sid

Sit-in des Mozabites devant la Maison de la presse à Alger.

## TRANSITION DÉMOCRATIQUE

## L'appel du RCD à élargir les débats

**Le RCD est plus que jamais fidèle à l'option d'une transition démocratique qu'il défend depuis des mois de concert avec d'autres partis et personnalités.**

**M. Kebci - Alger (Le Soir)** - Une «opiniâtreté» que le parti que dirige Mohcine Belabbas justifie par l'adhésion et les débats que suscite l'option, appelant, dans la foulée, et les forces patriotiques et la société civile à l'élargissement de ces initiatives.

Le but étant, selon le secrétaire national du parti réuni avant-hier en nocturne en session ordinaire, d'accentuer et de privilégier la décantation dans le champ public, préalable à toute «refondation et sauvegarde nationales», surtout que selon le RCD, le terrain est fertile avec un marasme généralisé, de nombreux citoyens à travers toutes les régions du pays exprimant leur colère contre le pouvoir actuel et leur rejet de continuer de subir plus longtemps l'humiliation et l'arbitraire.

Et de voir en l'interdiction de la conférence de la CNLTD, initialement prévue le 21 juillet dernier autour des modèles de transition démocratique de par le monde, «les égarements et les faux-fuyants d'un système délétère qui, pour contrer une dynamique populaire et historique disqualifiante se fourvoie dans l'abus, la répression et les combats d'arrière-garde n'hésitant pas à cultiver la division pour se poser en arbitre de la crise qu'il a lui-même générée».

Une politique du pire qui, selon le RCD, ne fait que retarder la nécessaire mobilisation pour créer le rapport de forces indispensable pour redonner la parole au peuple algérien, qui a aussi une autre facette. Soit la situation dans la Vallée du M'zab exacer-

bée, estime encore le parti, par «la provocation, la répression, la manipulation des crispations identitaires et communautaires, l'instrumentalisation de la justice et la consécration de l'impunité qui font que des populations entières soient livrées à elles-mêmes».

Cette «tragédie», ce «drame humain et national», qui dure depuis plus d'un an est la traduction, on ne peut plus claire, de «l'inadaptation système-société et signe l'échec du monolithisme institutionnel et culturel imposé au pluralisme de la société».

Soit l'exacte copie de la Kabylie abandonnée, poursuit le RCD, aux «groupes mafieux après le printemps noir de 2001 qui a fait fuir de la région l'essentiel des investisseurs dans le sillage de l'assassinat, resté à ce jour impuni, de 126 jeunes par les forces de répression du régime du clan d'Oujda».

Pour le RCD, le plan du gouvernement pour Ghardaïa n'est qu'une «duperie supplémentaire», le pouvoir continuant, selon lui, à imposer «ses interlocuteurs» pour la région dans les clientèles traditionnelles du régime et mobilise ses balatagias contre les militants politiques et associatifs de la Vallée du M'zab».

En plus du terrorisme qui continue de frapper et de faucher des vies humaines dans de nombreuses localités du pays, la prime à la violence sous toutes ses formes au lieu et place de la nécessaire application du droit déteint sur l'ensemble du tissu social. Les kidnappings récurrents et impunis, inaugurés depuis une dizaine d'années en Kabylie, s'exportent sous le regard impassible et impuissant de l'Etat jusqu'aux régions du Sud. Évoquant l'agression israé-

lienne contre les populations de l'enclave palestinienne Ghaza, le RCD souligne l'impérieuse nécessité pour l'Autorité palestinienne de réaliser l'unité, les luttes fratricides des Palestiniens renvoient le plus souvent aux manipulations de la cause palestinienne, à des fins de politique intérieure, par les régimes de la sphère dite arabo-islamique.

Et de dénoncer, dans ce sillage, les surenchères médiatiques du pouvoir, hanté par toute manifestation de rue par ses relais dans la scène nationale.

Une régression qui va jusqu'à ce que des acteurs politiques, allusion, on ne peut plus claire à la patronne du PT, qui «toute honte bue, négocient une autorisation spécifique de manifester au mépris du droit constitutionnel du peuple algérien de s'exprimer librement dans la rue».

M. K.

## ILS ONT OBSERVÉ

## HIER UN SIT-IN DEVANT LA POSTE DE BOUIRA

## Des gardes communaux en colère

Plusieurs dizaines de gardes communaux venus des quatre coins de la wilaya se sont rassemblés, hier, devant le siège de la Recette principale de la poste de Bouira, pour protester contre le retard mis dans le versement de leurs rappels.

D'après certains gardes communaux rencontrés sur les lieux, après avoir eu gain de cause quant au versement de leurs rappels avant les fêtes de l'Aïd, voilà qu'un autre problème surgit du côté d'Algérie Poste où la disquette transmise par le Trésor n'a pas été traitée à temps. Résultat : alors que leurs collègues au niveau des autres wilayas ont reçu leurs rappels jeudi dernier, à Bouira, les rappels ne sont pas encore versés ce samedi.

Aux dernières nouvelles, et après plusieurs heures de protestation, les responsables d'Algérie Poste ont fini par se manifester pour rassurer les gardes communaux en leur promettant le traitement de la disquette ce samedi même et en leur donnant rendez-vous pour la perception de leurs rappels à 21 heures 30 minutes.

Un compromis qui a fini par arranger les choses, mêmes si certains gardes communaux, méfiants, ont décidé de rester sur les lieux mêmes pendant le f'tour, et de ne repartir qu'une fois leur rappel perçu.

R. N.

## ACCIDENTS DE LA CIRCULATION

## Un sérieux problème de santé publique

**Si les accidents de la circulation sont un véritable drame de par le nombre de morts, le nombre de blessés constitue un sérieux problème de santé publique. Nombre d'entre eux restent handicapés à vie. Dans les régions du Grand-Sud, le problème s'amplifie faute d'une prise en charge rapide.**

**Rym Nasri - Alger (Le Soir)** - Selon le professeur Zoubir Kara, chef de service orthopédie au CHU Mustapha-Pacha, les accidents de la route font chaque année, entre 12 000 et 20 000 blessés dont 8 à 12% de cas restent handicapés à vie.

Un sérieux problème pour la santé publique puisque «leur prise en charge coûte cher», précise-t-il.

Hôte hier du forum DK News à Alger, le P<sup>r</sup> Kara a affirmé que les accidentés de la circulation sont l'une des priorités de tous les services d'urgence des établissements hospitaliers algériens : CHU, EPH et polyclinique. Seule difficulté : les accidents surve-

nus dans des endroits enclavés et éloignés des établissements hospitaliers. L'accidentologie au Grand-Sud du pays, explique de son côté le docteur Amine Hamza, chirurgien orthopédiste à l'EPH d'Illizi, présente des spécificités. «Elle est cratérisée par la baisse de vigilance et l'endormissement au volant car les routes sont longues», dit-il.

L'éloignement des structures hospitalières et le manque de moyens humains et matériels poursuit-il, entravent également la prise en charge des victimes des accidents de la route sur place».

Le P<sup>r</sup> Kara plaide ainsi pour le transport de ses blessés par hélicoptère notamment dans les wilayas de Ghardaïa, Illizi et Tamanrasset. «Le problème des zones du Sud est le transport pour l'évacuation des blessés. L'hélicoptère permettra de gagner du temps pour sauver le blessé et éviter le handicap», a-t-il précisé.

Le spécialiste souligne aussi la nécessité de multiplier les centres de traumatologie à travers les différentes

régions du pays et d'augmenter le nombre de services de réanimation dans les centres.

Il estime que même Alger doit se doter de nouveaux centres de traumatologie car «ceux existants sont devenus insuffisants». Selon lui, il est également question de former des médecins généralistes urgentistes.

L'orthopédiste relève aussi des «insuffisances» en matière du transport d'urgence médicale notamment le Samu. «Il faut renforcer le parc d'ambulances du Samu sachant que ce service n'est pas réservé uniquement aux accidents de la circulation», a-t-il ajouté.

Par ailleurs, le P<sup>r</sup> Kara déplore l'absence de normes de sécurité dans certains types de véhicules commercialisés en Algérie. Un danger sur lequel il interpelle les pouvoirs publics.

«L'Etat doit interdire l'importation de ces voitures. Tout véhicule doit être équipé d'une têtère, d'une ceinture de sécurité et d'airbag. C'est le minimum de sécurité dans une voiture», dit-il.

R. N.